

États-Unis : Trump nomme des anciens de Monsanto

Par Charlotte KRINKE

Publié le 20/01/2017



C'était le dernier membre de son cabinet que devait nommer le nouveau Président des États-Unis, Donald J. Trump : le secrétaire d'État à l'Agriculture. Deux jours avant son investiture, celui-ci a finalement annoncé que Sonny Perdue prendrait la tête du Département américain de l'Agriculture. Un choix qui indique quel type d'agriculture le nouveau Président des États-Unis tiendrait en modèle : celui d'une agriculture productiviste, qui tient debout par le recours aux pesticides, et qui ne recule pas face aux cultures génétiquement modifiées (GM). Plus récemment, en octobre 2018, il a nommé Aurelia Skipwith, une ancienne responsable de Monsanto, à la tête de la U.S. Fish and Wildlife Service.

Fils d'agriculteur, ancien vétérinaire et gouverneur de l'État de Georgie (2003 - 2011), Sonny Perdue a, pendant les derniers mois de la campagne, apporté son soutien au Président élu en tant que conseiller sur les questions d'agriculture, même s'il soutenait au départ un autre candidat Républicain [1]. C'était l'un des premiers candidats que Donald J. Trump a auditionné pour le poste.

Avant d'entrer en politique, Sonny Perdue a fondé et dirigé une entreprise céréalière qui fabrique également des engrais [2]. Lorsqu'il quitte la fonction de gouverneur en 2011, il reprend ses activités antérieures et fonde par ailleurs Perdue Partners, une entreprise de négoce qui, comme le rapporte *Bloomberg Business*, vend un très large assortiment de produits (denrées alimentaires - oignons, cacahuètes, soja, épinards... -, aliments transformés et boissons, sauces et vinaigrettes, vin, produits de consommation dont la nourriture pour animaux et les produits de beauté...) [3].

Le roi des biotech et du business

Le choix de Sonny Perdue au secrétariat de l'Agriculture inquiète l'association des consommateurs biologiques (Organic Consumers Association), laquelle affirme qu'il est favorable aux entreprises industrielles, aux pesticides et aux cultures génétiquement modifiées. L'association dénonce ainsi le fait qu'il aurait reçu de l'argent de la part de Monsanto et d'autres entreprises qui commercialisent des pesticides pour financer ses campagnes pour le poste de gouverneur [4]. Les inquiétudes sont d'autant plus vives qu'en 2009 l'Organisation de l'innovation biotechnologique (Biotechnology Innovation Organization), un groupe représentant et défendant les intérêts des entreprises de biotechnologie, des institutions académiques, des centres étatiques de biotechnologie, et d'autres organisations liées aux biotechnologies, a élu Sonny Perdue gouverneur de l'année. Selon Jim Greenwood, le Président de l'association, « *le soutien du gouverneur Perdue aux biotechnologies a été vital pour le succès de notre industrie en Géorgie* » [5]. Il louait notamment les programmes du gouverneur dans la création du Georgia Bioscience seed fund, décrit comme le premier Programme de capital d'amorçage et de fonds pour les équipements spécialement dédiés à l'industrie des biotechnologies.

La foi de Sonny Perdue dans les biotechnologies et le discours sur la possibilité de maîtriser le vivant qui les accompagne ne l'empêche pas pour autant de faire appel à Dieu quand le climat n'est pas clément. C'est ainsi qu'il a conduit en 2007 une prière publique pour mettre fin à la sécheresse qui frappait l'état de Géorgie. Il affirmait : « *Je suis ici aujourd'hui pour faire appel à vous et à tous les Géorgiens et à tous ceux qui croient dans le pouvoir de la prière pour demander à Dieu d'accorder à notre état, notre région, notre nation, la bénédiction de l'eau* » [6].

Si sa nomination est approuvée par le Sénat, Sonny Perdue aura en charge plusieurs programmes dans lesquels certains Républicains au Congrès ont suggéré de tailler. Ces programmes incluent l'aide alimentaire aux pauvres, l'aide financière aux agriculteurs, et de nouveaux standards pour les cantines scolaires.

Et les autres Administrations compétentes en matière d'OGM ?

Le Département de l'agriculture des États-Unis encadre la culture, l'importation et le transport de certains OGM. A ce titre, le Secrétaire d'État à l'agriculture peut interdire ou restreindre ces activités et les soumettre à une demande de permis ou à une notification [7]. Après des essais en champ, il peut aussi accorder le statut de « non-réglementé » à la plante GM, statut qui permet sa culture et son transport sans les restrictions pouvant être imposées par un permis.

A côté du Département de l'agriculture, deux autres administrations fédérales peuvent intervenir en matière d'OGM : l'Administration de l'alimentation et du médicament d'une part, et l'Agence de protection de l'environnement d'autre part. La première est chargée d'assurer la sécurité des médicaments et des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux, notamment lorsqu'ils

sont issus d'OGM. Quant à la seconde, elle encadre principalement l'utilisation de pesticides dans ou sur l'alimentation humaine ou animale, et à ce titre est amenée à encadrer les plantes GM produisant un pesticide.

Malgré la forte opposition des environnementalistes, de la majorité des sénateurs démocrates et même de ses membres, le Sénat a confirmé la nomination de Scott Pruitt à la tête de l'Agence de protection de l'environnement le 17 février dernier (52 voix pour 46 contre [8]). Connu pour son climato-scepticisme, Scott Pruitt a poursuivi 14 fois l'Agence de protection de l'environnement lorsqu'il était procureur général de l'État de l'Oklahoma. Sa nomination paraissait compromise alors qu'un juge de l'Oklahoma l'avait enjoint, la semaine même où sa nomination a eu lieu, de remettre plus de mille courriers électroniques échangés avec de grandes entreprises de charbon, de pétrole et de gaz lorsqu'il était procureur général. Ce jugement n'aura ni retardé ni empêché la nomination de Scott Pruitt [9].

Cette nomination intervient après le dépôt, le 3 février, d'un projet de loi de l'élu Républicain Matt Gaetz prévoyant de mettre fin à l'Agence de protection de l'environnement dès le 31 décembre 2018 [10].

[1] Comme le rappelle *The New York Times*, il soutenait l'ancien gouverneur de l'Arkansas, Mike Huckabee : « [Sonny Perdue Is Trump's Choice for Agriculture Secretary](#) », *The New York Times*, Janvier 2017

[2] Ainsi en 2000, Sonny Perdue rachète Milner Grain et fonde AgrowStar. En 2013, son entreprise rachète David W. Reed Company. Voir le site de l'entreprise Agrowstar : <http://www.agrowstar.com/about>. Voir également, « [AGrowStar acquies David W. Reed Company, Sylvania Telephone](#) », Juillet 2013.

[3] « [Company Overview of Perdue Partners, LLC, Bloomberg](#) », *Bloomberg*, janvier 2017

[4] [Organic Consumers Association](#), « [Tell the Senate : Don't Let Monsanto Run the USDA and EPA !](#) »

[5] [Biotechnology Innovation Organization](#), « [The Biotechnology Industry Organization honors Georgia Governor Sonny Perdue as Governor of the year](#) », avril 2009

[6] « [In Drought-Stricken Georgia, a Prayer for Rain](#) », *National Public Radio*, novembre 2007

[7] Plant Protection Act, Section 412, Public law n°106-224. Il y a une différence entre le permis et la notification. Un permis impose des restrictions au transport ou à la culture pour empêcher que du matériel végétal susceptible de poser un risque nuisible pour l'environnement ne s'échappe. La procédure de notification permet l'introduction de matériel végétal susceptible de poser un risque de plante nuisible sans permis, conformément aux critères et étapes spécifiques au type de matériel végétal objet de la demande

[8] Senate, [Scott Pruitt — Environmental Protection Agency](#), 02/17/2017.

[9] [Senate Dems hold floor, demand delay on EPA nominee Scott Pruitt until his emails are released](#), *Washington Times*, 17 février 2017.

[10] H.R.861 — 115th Congress, [Bill to terminate the Environmental Protection Agency](#), 3 février 2017.